

19 organisations professionnelles de la filière bâtiment appellent les Parlementaires à maintenir le budget pour MaPrimeRénov

Alors que le Parlement et le Gouvernement s'apprêtent à définir, enfin, les orientations budgétaires de notre Nation pour 2025, l'ensemble de la filière bâtiment s'oppose fermement à tout coup de rabet supplémentaire sur les dispositifs d'aides à la rénovation énergétique.

A l'heure où le secteur se bat tous les jours pour la relance de son activité, la préservation des dispositifs existants, dont MaPrimeRenov, est fondamentale. Il faut donner des signaux sans ambiguïté au marché, signaux qui ne peuvent se traduire que par le maintien de l'engagement financier de l'Etat.

Cet engagement générera des bénéfices écologiques et des recettes fiscales pour l'Etat grâce à l'activité économique qu'il va permettre pour décarboner les logements. Elle est par ailleurs une voie sans conteste d'amélioration du confort des ménages mais également de préservation de leur pouvoir d'achat.

Mardi 21 janvier dernier, le Sénat a entendu cet appel de la filière et rejeté un amendement gouvernemental rabaissant les crédits affectés à ce dispositif. Aujourd'hui, 19 présidents de fédérations et confédérations professionnelles se mobilisent et alertent les députés et sénateurs appelés à décider ce jeudi 30 janvier si le budget permettant le soutien aux rénovations énergétiques des logements sera préservé.

Arbitrer aujourd'hui en faveur du retrait de plus d'un demi-milliard d'euros pour la relance économique d'un secteur en difficulté et l'atteinte d'objectifs environnementaux serait une erreur sociale, économique, écologique et budgétaire.